

JUSQU'ICI

2 SOMMAIRE



NANTES * Retraitement de choc	4.
LILLE * Des temps déterminants, des personnes déterminées	5.
STRASBOURG * C'est en interpro qu'on arrive à lutter	6.
CREUSE / EUROPE / LE HAVRE * Brèves	7.
LORIENT * Armes de dissuasion massive	8.
SAINT-LÔ / PARIS / MONTPELLIER * Brèves	9.
LYON * Instants d'ensemble	10.
RENNES * Ouvrons la boîte de Pandore !	12.
RENNES * La maison de la Grève	13.
PARIS * Veolia aux ordures	14.
MONTREUIL / MARSEILLE / PARIS * Brèves	15.
BREST * La guerre du pétrole	16.
RODEZ / BESANÇON * Brèves	17.
LENS * Chronique d'un terrain minier	18.
AMIENS * L'âge de la déraison	20.
NANTES / CIEL / PARIS * Brèves	21.
PARIS * TURU dans les brancards	22.
PENDANT CE TEMPS * Broms / CIP-IDF	23.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Revue Z, quelques CAFards, Juliette (CQFD), La lettre à Lulu, Philippe et Antoine, La Brique, Naja, Fil, Dominique et Sylvain, Roland K., Agnès Beuneux, Virgile, Thierry (Le Sabot - MCPL), Paco, Josette, Michel & Jean-LucTonio, Julie (Contre-Faits), Collaps & Ichik, Jusqu'ici-Lyon, M+A+C., et d'autres...

Merci à toutes celles et ceux qui nous ont refilé des infos par mail, qui ont écrit un p'ti texte, sont allé-e-s pêcher quelques citations, ont filé un coup de patte...

POUR TÉLÉCHARGER JUSQU'ICI :

Numéro 1 (28 oct. 2010 • 36 pages) & Numéro 2 (6 nov. 2010 • 24 pages) :

<<http://jusquici.toile-libre.org>>

JUSQU'ICI

BULLETIN TEMPORAIRE DE LIAISONS DANGEREUSES

HEBDOMADAIRE / SAMEDI 6 NOVEMBRE 2010

VENTE À PRIX LIBRE

2



jusquici@yahoo.fr

À l'origine de *Jusqu'ici*, un appel public à créer un journal de liaison pour donner à voir *ici* ce qui se passe *là-bas*. Très vite, des volontés de coopération viennent de la France entière, et un petit groupe tout neuf, de coordination, se réunit à Montreuil. Au-delà des participants individuels, un comité de rédaction de *Jusqu'ici* se constitue aussi pour l'occasion à Lyon.

Jusqu'ici est un hebdomadaire de mouvement, un journal de rue visant à relier et à informer sur les luttes en cours. Par son écriture décentralisée, il veut permettre de dire la multiplicité, en terme de pratiques, de langages, de formes d'organisation. À la fois rompre avec la représentation médiatique dominante, focalisée sur les temps forts et les actions spectaculaires et filtrer le trop-plein d'information que produit internet. Faire, enfin, que se réinvente une sorte de journalisme populaire, fabriqué par les gens du mouvement eux-mêmes, dans lequel le récit de l'intérieur ne signifie pas absence de critique et permet la mise en valeur des limites du mouvement.

Jusqu'ici invite tout le monde à participer, avec des reportages, des récits, des interviews, des analyses, photos, dessins ou chansons. Le travail éditorial et les limites physiques du journal obligent à faire des choix : nous privilégions les textes qui donnent le plus à voir le mouvement et qui prennent le soin de situer les actions et les propos rapportés.

Jusqu'ici existera le temps de la lutte, il est auto-financé, et, pour l'impression, on agrandit les trous de nos poches. Pour le rembourser, nous avons donc besoin de soutiens financiers. À vos chéquiers donc, si vous estimez que l'aventure vaut la lecture, à l'ordre de : « Les ami-e-s de Clark Kent. » Adresse : **Z • 9**, rue François Debergue, 93100 Montreuil.

Précisons qu'en cas de surplus inespéré, le reliquat sera reversé à une caisse de solidarité.



pendant ce temps... La gauche, les Roms et le trottoir

Dernière semaine de septembre, 30 Roms de Montreuil (dont plusieurs jeunes enfants) sont expulsés du terrain qu'ils occupaient. Ils s'installent alors sur le trottoir de la rue Étienne Marcel, face au Palais des Congrès et à une friche. À l'hiver 2009, déjà, ils avaient été chassés de cette friche. C'était avant l'inauguration d'une foire de Noël à laquelle la maire Dominique Voynet avait convié présidents du département, de la région et le ministre de la Culture...

Cet été 2010, la même Dominique Voynet, lors de la campagne anti-Roms du gouvernement, clamait à quel journaliste voulait l'entendre son indignation – allant même jusqu'à parler de « résistance ». Pourtant, lorsque les Roms précités, avec le concours de soutiens, tentent quelques semaines plus tard d'occuper un immeuble vide appar-

tenant à la mairie, cette dernière n'hésite pas à porter plainte contre eux. Tous ont passé la nuit en garde à vue, et trois personnes venues les soutenir sont convoquées en novembre chez le procureur.

Une semaine plus tard, une deuxième occupation est tentée, la mairie de Montreuil possédant maints logements vides et salubres. Elle envoie alors ses propres vigiles, sous le commandement de son « directeur de la Tranquillité publique », qui procèdent violemment à l'expulsion.

Les familles retournent sur le même trottoir, où le froid se fait de plus en plus mordant. Pas pour longtemps, car le 25 octobre, la police nationale les en expulse et leur interdit de se poser où que ce soit à Montreuil [rappelons que ces familles habitent cette ville depuis quatre ans]. Ils sont pour l'instant hébergés dans un local associatif, mais cette solution est temporaire.

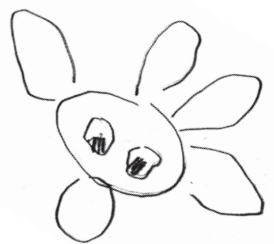
Il y a encore peu de temps, les acteurs du mouvement des retraites rivalisaient de paroles solidaires envers les Roms, par les voix des travailleurs aussi bien que de chômeurs, étudiants et lycéens. À tous égards donc, ne laissons pas la temporalité journalistique diriger notre attention, campons fermement sur ce qui ne passe pas, n'excluons pas de nos pensées ce qui disparaît de leurs éditoriaux.

Guerre aux accumulateurs de richesses, qu'elles soient d'or ou de briques. De nombreux logements sont vides : RÉQUISITION.

**Texte écrit par des Roms
et des gadjés
M+A+C.**

**Des récits plus détaillés sur :
<[http://contrelaxenophobie.
wordpress.com](http://contrelaxenophobie.wordpress.com)>
<<http://www.teleliberte.net>>**

Nous avons besoin de lieux pour habiter le monde



À Paris, les locaux de la Coordination des intermittents et précaires (CIP) abritent depuis 2003 des permanences d'information et d'auto-défense sociales, des activités à prix libre, et des moments d'auto-organisation ou de soutien aux luttes en cours. À la demande de la Semavip, société d'économie mixte de la Ville, le tribunal d'instance vient d'en ordonner l'expulsion. Le

maire Bertrand Delanoë a déclaré publiquement à plusieurs reprises qu'il n'y aurait pas d'expulsion sans relogement. Une négociation est supposée être en cours... sans nouvelle de la mairie depuis mai 2010. Tout laisse à penser que la mairie attend patiemment l'arrivée des bulldozers. Le mouvement en cours contre la réforme des retraites nous rappelle à quel point nous

avons besoin de lieux où se croisent, se rencontrent, se coordonnent diverses expériences et pratiques de luttes. La CIP est un de ces lieux précieux : en tant que tel, chacun est appelé à la défendre.

CIP-IDF

Plus d'info sur les activités et la défense de la CIP : <cip-idf.org>.

TIRU dans les brancards



Le blocage, par les éboueurs de la ville de Paris, du centre TIRU (Traitement industriel des résidus urbains) d'Ivry se poursuit toujours. Provoquant, entre autres, 225 millions d'euros de manque à gagner pour cette entreprise. Une perte de plus à ajouter aux 4 milliards que coûteraient les grèves et blocages de septembre et octobre.

Ce mouvement, soutenu par des barbecues collectifs, point de rencard de la manif de Tolbiac de mardi dernier, et rejoint dans l'occupation du centre TIRU de Saint Ouen par les agents communaux, provoque l'asphyxie des autres centres de stockages d'Île-de-France. Pendant ce temps, des sociétés privées s'échinent à camoufler en urgence les déchets dans des centres d'enfouissements de grandes banlieues, sans se soucier des répercussions écologiques. Ces sociétés mandatées par la mairie sont trop préoccupées à rendre invisible les conséquences de l'action en cours.

Une fête-concert est prévue à Ivry Bruneseau, après la manifestation du samedi 6 octobre, en soutien à la lutte.

Roland K. & Naja



Photos : Julie, collectif Contre-Faits

Pas de doute, une phase s'est close. Celle de la montée en puissance du mouvement contre la réforme des retraites – sous l'égide d'une intersyndicale soudée, avec des grèves reconductibles dans différents secteurs, des manifs lycéennes, et une attention générale concentrée sur le blocage des douze raffineries.

Jusqu'ici, tout continue. Les chiffres montent et descendent, mais la détermination persiste. Comme nous le disions dans le numéro précédent, « *le blocage unit lorsque la nouvelle organisation du travail sépare* ». Les outils collectifs de décision, de liaison et de mutualisation apparaissent et gagnent en consistance, loin des projecteurs. Un peu partout fleurissent des journaux et des feuilles de luttes, des cantines de mouvement et des caisses de solidarité ; les AG interpro commencent à se coordonner en même temps que se construit de la confiance pour mener des actions.

Comme le souligne un texte rennais, les participants aux blocages sont

très divers (syndicalistes, lycéens, étudiants, chômeurs, précaires, etc.), mais en petit nombre. Ces actions sont soutenues, sans pour autant embarquer tout le monde. Comment faire pour continuer les blocages dont beaucoup perçoivent la pertinence ? Comme la grève, les blocages exigent de l'organisation, de l'écoute – pour faire face à de nombreuses peurs et contraintes. Il s'agit d'une véritable culture commune à construire. Si les grévistes vont et viennent, certains portent des revendications propres à leurs situations et sont déterminés. Sur des questions de salaire, de conditions de travail ou de menaces de licenciement... Révélant que, au-delà des retraites, il y a quelque chose dans l'air.

Nous avançons grandis, de jour en jour, des rencontres et des discussions, de ces différences qui se frottent et s'étripent, de ces rires partagés sur un piquet, de ces idées qui nous étonnent et des pratiques apprises. Pour de bon.



Photos : Julie, collectif Contre-Faits

LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE PREND PARTI
Retraitements de choc

En traitant les opposants à la réforme d'irresponsables, le patron et la fille à papa d'Ouest-France sonnent l'avènement de la retraite. Sous leurs ordres, le syndicat des journalistes pousserait pourtant bien les père et fille la morale à la retraite, d'office.



Le 24 septembre 2010, un édit¹ de Jeanne-Emmanuelle Hutin, la fille à patron d'Ouest-France, a fait bondir un paquet de lecteurs, et le Syndicat national des journalistes avec. « À coups de sous-entendus, d'allusions et de contrevérités, dénonce le SNJ, Jeanne-Emmanuelle Hutin s'est efforcée de démontrer que les millions de Français qui "refusent le chômage, la maladie, la crise économique, les injustices, les délocalisations" ne sont que des imbéciles qui n'ont rien compris. Que ceux qui s'indignent de voir le pouvoir s'agenouiller devant la fortune sont simplement victimes de leur "inculture économique". Que ceux que révoltent les soupçons de trafic d'influence qui pèsent sur un ministre sont des idiots cruels à la recherche d'un bouc émissaire ». On a compris la leçon de morale : les luttes sociales sont au pire ringardes, au mieux un hobby pour incultes. Et puis, si y'a de la misère, la charité chrétienne des richards y pourvoira. Pointe ironique, le syn-

dicat des journalistes rappelle une note interne du rédac-chef maison, pour qui « l'objectif est de conserver la confiance de nos lecteurs, notre bien le plus précieux ». Ne sont donc précieux que les trois ou quatre Français sur dix qui réprovent le mouvement social massif contre la réforme des retraites. Le 23 octobre 2010, le paternel remet ça. Même ton réac, moraliste. Tous les poncifs des tenants de la réforme sont dans son édit², qui commence par « tout le monde est d'accord », et enchaîne par l'urgence de la réforme, vieil argument qu'on nous bassine depuis plus de quinze ans. Il faut donc faire vite, uniformiser les disparités des régimes de retraites : argument équitable pour laminer la protection sociale. Quant à la grève, passe encore, mais « n'oublions pas que l'entrave au travail, à la circulation des personnes et des biens est un délit. Y recourir, c'est attaquer les principes mêmes de la République. Ce n'est donc pas tolérable ». Poussé par un élan lyrique, le père Hutin en rajoute une couche : la

grève généralisée, c'est la mort des PME, c'est l'angoisse pour l'avenir des lycéens ! Ce à quoi le SNJ répond par un tract intitulé **Enrayer le déclin éditorial** : « Chaque matin ou presque, pour voler au secours de Sarkozy et de sa politique, une affiche, une ligne idéologique à sens unique (...). Que deviennent le pluralisme, la défense de la démocratie, le respect du lecteur que Ouest-France brandit, à la première occasion venue, comme son étendard ? Les consignes données aux rédactions par la hiérarchie sont sans ambiguïté : il faut restreindre la couverture des manifestations "pour éviter de lasser" le lecteur ; il importe de mettre l'accent sur les perturbations – lycées bloqués, stations-service à sec... – et de donner surtout la parole aux gens dont l'activité commence à être perturbée par le mouvement. » Les petites mains du journalisme n'ont pas chics avec la famille Hutin... qui ne rime pas avec « mutin » !

La Lettre à Lulu

1/ Titré « La France des vieilles lunes ».

Jusqu'ici / Nantes

30 OCT.

Pour soutenir les grévistes, dont certains sont en grève depuis dix-sept jours, plusieurs collectes ont été faites lors des manifestations et dans les entreprises. Sur un des marchés populaires de Nantes, le marché de la Petite Hollande, le samedi 30 oct., depuis longtemps nous n'avions vu un soutien aussi affirmé aux militant-e-s qui en appelaient à la solidarité. Plusieurs impressions :
• Remettre la question sociale au centre des préoccupations est bien le meilleur moyen de contrer les avancées communautaristes.
• Le soutien populaire à la grève n'a pas faibli.

• Le sentiment d'avoir relevé la tête face aux mépris des dominants. Et lorsque les « papis » et « mamies » viennent nous voir en nous racontant leur Mai-68, et pour les plus jeunes leur « Décembre-95 », c'est aussi l'idée que ce sont bien ceux qui combattent qui font l'histoire. C'est vrai, sur Nantes, il n'y a presque plus d'entreprises en grève actuellement. Mais l'interprofessionnelle se réunit encore quotidiennement, la fac a voté le blocus ; les actions « Parking gratuit », blocage d'entreprises, etc., attirent toujours des centaines de personnes. La manifestation de jeudi cen-

COLLECTE D'ÉNERGIE

sée signifier la fin de mouvement a attiré plus de 40 000 personnes. Chic, demain c'est la rentrée et y'a toujours une sacrée étincelle sur la mèche...

NB : Côté répression à Saint-Nazaire, le compteur est passé à 64 interpellations, 16 personnes traduites en 5 comparutions immédiates, 15 jugées, 15 peines de prison ferme prononcées, 12 incarcérées avec mandat de dépôt (dont un en préventive). Une partie des sous collectés leur sera donnée.

Antoine et Philippe

NANTES

COMME UN AVION SANS AILES

Jusqu'ici

4 NOV.

Aux quatre coins de l'Hexagone, les flux aériens se retrouvent entravés, ligotés au sol. De Nantes à Roissy, en passant par Toulouse rien ne décolle, escale obligatoire à Clermont-Ferrant-Auvergne, attente forcée à Lyon-Saint-Exupéry, Orly dans les choux, Bordeaux dans le jus, et ça débraye sévère à Châteauroux ou Marseille. Très tôt ce jeudi 4 novembre, quatre fédé-

rations syndicales des transports (CGT, CFDT, FO, CFTC), ainsi que des employés d'ADP, de la DGAC, d'Air France, et des personnes en lutte, ont ouvert leurs ailes et réussi leur action. Entre 150 et 450 personnes se sont levées dès potron-minet pour bloquer les terminaux, et rappeler qu'« on ne peut pas passer contre l'avis du peuple », et « atteindre les

décideurs qui prennent les vols du matin ». Dernière minute et preuve supplémentaire que même sans les raffineries, le mouvement continue. Une quarantaine de manifestants bloquent, depuis 6h30, le dépôt pétrolier Picoty à Guéret, avec l'intention ferme d'y passer la journée et plus si affinité.

Naja

CIEL

Tract (extraits)

28 OCT.

On n'est pas fatigués... Les vacances scolaires n'ont pas marqué de répit dans la lutte contre la réforme des retraites ! Partout en France, les actions se sont poursuivies : blocages, manifestations départementales, grèves. Pour la 7^e fois depuis le début de septembre, une journée nationale de grèves et de manifestations unitaires s'est illustrée par 270 cortèges et 2 millions de manifestants. Le rejet de

cette « réforme » profondément injuste reste toujours aussi fort ! À la Ville de Paris, jeudi 28 octobre, plus de 200 centres de loisirs, plus de 100 crèches, des dizaines de bibliothèques, garages de la propreté, établissements sportifs ont été fermés. L'accès au musée d'Art moderne, majoritairement en grève, a été bloqué avec tenue d'un rassemblement en présence d'élu(e)s au Conseil de Paris et à la

COLÈRE PUBLIQUE

Région. La déchetterie porte d'Ivry reste bloquée par les éboueurs parisiens depuis plus de dix jours, avec la solidarité de nombreux collègues de Paris et de communes de banlieue. (...).

... on est de plus en plus en colère.

FO / SUPAP-FSU / SUD / UNSA des services publics parisiens.

PARIS

AMIENS
TRACT

L'âge de la déraison



En un cheminement inexorable qui va de la vie à la mort chaque être humain construit la société. Tout fait corps dans ce grand ensemble, et l'heure est là où un domaine qui touche de plein fouet l'existence est menacé : la retraite, son âge et ses prestations versées pour récompenser une grande période d'abnégation.

Occupés à subsister pour certains, à faire carrière pour d'autres, nous n'avons pas construit, selon nos désirs entrevus à l'enfance ou à l'adolescence, un monde digne d'être légué aux générations nées. Les grains des révoltes, semés çà et là, n'ont pas levé ou si peu. Nous sommes nés sous l'ère gaullienne et n'avons pu empêcher la caricature sarkozienne et le sac-cage de la planète, la technocratie et les OGM, le nucléaire civil et militaire, la perte de l'autonomie et de l'autodétermination.

Alors, maintenant que les jeunes sont dans la rue, ne boudons pas notre plaisir. Ils entrevoient que la vie peut être autre chose qu'« école-travail-retraite... et mort ». Dans

cette époque où la religion du fric supplée ou se substitue à d'autres dogmes aussi décervelants, ils osent poser la question. Leur engagement, rajeunissant l'âge moyen des cortèges et leurs autres actions, rajeunit également leur propre destin de petits vieux tracé par le système capitaliste moisissant.

Ils ont compris que cette société n'a d'yeux que pour les nantis les plus aptes à consommer quel que soit leur âge, mais tend à faire disparaître de son paysage féérique de parcs d'attractions les mauvaises herbes que sont les vieux, les pauvres, les prototypes, tous ceux qui dépassent, ne rentrent pas dans leurs moules, les dérangent. Moins d'argent à la retraite pour une vie qui commence à s'étioler bien avant, le but est bien de faire payer à la pauvreté sa simple existence.

Ils savent, eux les jeunes, que pour cotiser toute une vie de façon satisfaisante, il leur faudrait travailler à plein temps, jusqu'à l'impossible, plus longtemps que leurs parents, et bien plus encore que leurs grands-parents. Actuellement, deux ans de plus peuvent être anecdotiques quand on entre dans

le monde du travail, mais ces deux ans pèsent un poids d'âne mort sur les épaules de la soixantaine. Nous sommes heureux que la jeunesse soit là pour nous aider à construire un monde futur où tout un chacun aurait sa place, sa dignité, et une égale importance.

Le monde du travail implique sa formation : c'est l'école, l'université, le lycée technique ; il comporte également sa fin : c'est la retraite. Libre à nous avec leur aide et leurs aspirations de mettre le tout à plat et de définir cette autre forme de vie sans hiérarchie.

Nous nous sommes toujours détournés de ceux qui voulaient parler à notre place en se faisant élire, ceux qui se vendent aux plus offrants avec leur visage le plus avenant, le plus apte à leur apporter des voix. D'autres que nous sauront aussi se défier de cette engeance politicarde qui ne songe qu'à confisquer la révolte au profit de son immobilisme de nantis.

**Que la révolte
ne vieillisse jamais !**

CNT-AIT Interco / Amiens

Si vous souhaitez recevoir un exemplaire du Combat syndicaliste,
écrivez à :

C.N.T.-A.I.T. 8 rue des Cordeliers, 80 000 AMIENS.

LILLE
ANALYSE

Des temps déterminants Des personnes déterminées

Depuis le vote définitif de la loi et la défection lente de l'intersyndicale nationale, la mobilisation repose plus que jamais sur les assemblées ouvertes. À Lille, l'inexistence d'une intersyndicale a incité les gens à s'organiser en assemblée générale de lutte*.

Elle rassemble des syndicalistes, mais surtout des personnes non affiliées, étudiants(es), chômeurs(euses), lycéens(nes), dont l'objectif est multiple : réunir un maximum de personnes dans la lutte contre des retraites, mais aussi contre le système capitaliste, organiser un soutien juridique, et bien sûr des actions de blocage économique. Comme beaucoup à travers les nombreuses villes en résistance, elle souhaite se fédérer avec d'autres assemblées générales et travaille dans ce sens.

Les cheminots, jusque-là en grève, ont repris le boulot, un peu dans la douleur. Les raffineurs de Total à Dunkerque ont reçu un coup de massue en apprenant la fin de l'activité du site, déjà à l'arrêt depuis plusieurs mois. Et chez les agents des collectivités territoriales, notamment à la mairie de Lille qui reste le premier employeur de la ville, c'est le calme plat. Du coup, tout le monde a un peu les yeux rivés sur les profs, les lycéens et les étudiants qui rentrent de vacances cette semaine, et semblent parfois assez indécis(es). On peut souligner notamment la forte présence de l'assemblée

générale du bassin minier qui a réussi le blocage de sites impressionnants : la Française de Mécanique le lundi 25 et la plate-forme logistique Delta 3 de Dourges le 29. Ils ont été suivis par les assemblées de Béthune, Boulogne, Arras, Saint-Omer. Deux cents personnes ont également bloqué Seclin et sa zone industrielle le 28. Les médias peuvent bien essayer d'enterrer le mouvement, la lutte continue. Mais la détermination dans la région est sporadique, entretenue par des poches de résistance qui voient dans l'opposition à la réforme une opportunité de contester plus largement l'esclavage salarié.

Passé le week-end, rebelote ! Le 3 novembre, blocage du Marché d'intérêt national (MIN) de Lomme pendant une heure par une soixantaine de personnes (CNT, SUD, non affiliés-es), avant de rejoindre le piquet CGT d'une cinquantaine de salarié-es d'Esteria, entreprise de collecte et tri des déchets, massés devant la zone du port de Santes qui comprend une dizaine d'autres boîtes. De 5 heures à 8 heures le travail est interrompu. « J'ai laissé le disc dans le camion et maintenant je reste là tranquille

avec vous », explique un travailleur sympathisant : « C'est le patron qui gueule ! » Des rires éclatent. « Emmerder les patrons et pas les travailleurs », intervient un syndiqué, nouer des liens avec la classe ouvrière, c'est ça aussi. » Suivra l'intervention de la gendarmerie qui détruit les barrages de palettes et de pneus en feu, sonnant le glas de l'action.

Les actions rassemblent des personnes déterminées, mais semblent ne plus se fonder vraiment sur un mouvement large. Quelle que soit l'issue du mouvement, deux choses plutôt exaltantes se sont passées : 1/ La rencontre entre des groupes sociaux jusque-là éloignés (cheminots, chômeurs, lycéen-nes et étudiant-es principalement) – des solidarités à faire vivre et à cultiver à l'avenir ; 2/ On a entendu, venus de personnes jusque-là plus réservées, les mots « blocage de l'économie ». Et le pire, c'est que, plus qu'un mot d'ordre lancé dans le désert, ces blocages se matérialisent effectivement quasi tous les matins depuis une dizaine de jours.

La Brique

* agdeluttelille@gmail.com



C'est en interpro qu'on arrive à lutter

Des AG universitaires laborieuses et sclérosées ces dernières semaines, des comités de mobilisation qui peinent à trouver les moyens de cette lutte, un petit groupe de personnes qui se rétrécit... Il y a bien eu une occupation d'une nuit de la présidence, par une cinquantaine d'étudiants(tes), qui a d'ailleurs permis quelques (petites) avancées sur la question du paiement des vacataires, mais le mouvement « ne prend pas » à l'université de Strasbourg.

D'ailleurs, pour nous étudiants, ça fait un moment que le cantonnement à la fac est dépassé : si on veut faire quelque chose, c'est avec les personnes mobilisées de la SNCF, des lycées, de La Poste, des télécoms, des écoles primaires, ou avec des précaires et des chômeurs(euses). Chacun(e) semble galérer dans son propre secteur pour la mise en place d'une dynamique de lutte. Bref, c'est en « interpro » qu'on arrive à lutter. Si les actions des semaines passées, régulées par les MJS, l'UNEF ou la CGT, nous frustrèrent souvent, elles ont aussi permis des rencontres improbables (contre le cloisonnement sectoriel) et un vécu commun de la lutte.

Avec les vacances scolaires débutent une série de réunions interprofessionnelles de l'éducation, tous les soirs à 18 heures, auxquelles se rend un petit groupe d'étudiants(tes), de

chômeurs(euses) et de salariés(es), pour voir si, ici, une lutte radicale peut se construire. Une semaine d'action est organisée, elle connaît son point d'orgue avec une brève occupation, par une centaine de personnes, des bureaux strasbourgeois de Malakoff-Médéric¹, dans la foulée de la manifestation de jeudi. En pratique, l'action a ses limites : dans les locaux, si on gueule un peu, si on renverse quelques dossiers, on reste sage (une inhibition qui doit beaucoup au démocratisme pacifié auquel adhèrent la plupart d'entre nous).

Mais ce qui se joue est ailleurs : toute la semaine, les longues discussions, plus de trois heures parfois, ont largement dépassé la seule gestion des actions pour confronter des positions. Sans doute parce qu'elles réunissent des militants(es) qui, encartés ou non, marquent une distance avec le syndicalisme routinier. Sans doute aussi parce que plutôt que d'aplanir les oppositions et de chercher à tout prix du consensus mou, c'est un véritable espace de confrontation qu'on cherche à construire. Cela demande à s'inscrire dans la durée – option souvent malmenée par le sentiment d'urgence. De plus, le fait que le vote n'est presque pas utilisé montre bien qu'il se passe, là, autre chose qu'une agrégation de citoyens(nes). Si les échanges prennent parfois un aspect théorique, ils sont rarement abstraits : c'est du rapport aux médias, à la violence ou aux syndicats

dont il est question, de la façon de les engager dans les actions qui font sens. Jusqu'ici, si les réponses apportées sortent de la routine (les questions aussi), un ensemble d'enjeux communs commence à émerger, et des positions se déplacent.

On veut croire que, dans ces assemblées, il y a plus qu'une simple « alliance situationnelle », éphémère et fragile, comme c'était en revanche le cas pour les autres actions de cette semaine : par exemple lors du blocage de la raffinerie de Reichstett avec une cinquantaine de personnes le mercredi, qui s'est achevé, au retour, par une opération escargot sur l'autoroute, ou encore lors d'un court blocage du tram le mardi matin, où la solidarité en acte a fait aussi défaut.

Le lendemain matin, vendredi, permet cependant, comme la veille à Malakoff-Médéric, de prendre la mesure d'une certaine détermination, avec le blocage filtrant de l'entrée dans l'Espace européen de l'entreprise (où se trouve notamment le Medef) et avec des ralentissements sur l'autoroute. Là, semble se dessiner un collectif de lutte, une force – sinon avec toutes les personnes présentes, au moins avec quelques-unes –, parce que même si les désaccords sont profonds, on sait maintenant qu'on peut compter les uns sur les autres. Un espace nouveau ouvert par la densité d'un mouvement, qui, peut-être, ne se refermera pas avec lui.

Un groupe en lutte

1/ Malakoff-Médéric est un groupe de protection sociale complémentaire présent dans deux domaines d'activité principaux : la gestion de la retraite complémentaire et les assurances de personnes. Guillaume Sarkozy (frère du bien connu),

qui en est le délégué général, sera nommé en 2011 président du conseil de surveillance de Sevriena (le nom est provisoire), filiale du groupe destinée à proposer une offre de retraite par capitalisation. Inutile de broser le tableau...

LE JEUDI 21 AU MATIN, un groupe formé la veille se réunit pour contacter par téléphone, et si possible rencontrer, les syndicats CGT, FO et SUD de l'hôpital, du Conseil général et de la communauté d'agglomération. Le blocus du chantier du Louvre est levé par ses salariés du fait d'une ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de grande instance de Béthune.

Une opération péage gratuit (à Fresnes-les-Montauban) est enfin réalisée, avec distribution de tracts invitant à rejoindre les assemblées générales de lutte et les équipes de blocage. Ce type d'action est facile, ne nécessite pas de se lever plusieurs heures avant l'aurore, et permet de récolter un argent précieux (par dons, et non par vol).

LE VENDREDI 22, dès 4h, une plateforme logistique d'approvisionnement commercial (à Vendin) est bloquée ; les CRS arrivent à 9h30. Des salariés de l'entreprise de ramassage des ordures ménagères débraient et installent un piquet bloquant pour la journée. L'AG décide la création d'une banderole portant les logos de la CGT, de FO, de SUD, du SNES et la mention « lycéens et étudiants », ainsi que la formule de compromis « TOUS ENSEMBLE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES ».

LE SAMEDI 23, dès 4h, blocage d'une nouvelle plateforme logistique, consacrée à l'approvisionnement en produits frais (encore dans la commune de Vendin) ; les CRS arrivent à leur heure habituelle, vers 9h30 : menace d'interpellation pour trouble de l'ordre public. Comme toujours, la cinquantaine de militants se retire sans prendre de risque, laissant la police se débrouiller avec les feux de palettes, comme les jours précédents.

LE LUNDI 25, les militants de l'AG parviennent à bloquer, entre 4h et 8h30, les quatre ronds-points d'accès au site de la Française de

Mécanique et de ses sous-traitants. La FM, filiale à 50/50 des groupes Renault et Peugeot, compte plus de 3000 salariés. Les 200 résistants sociaux n'étaient pas de trop pour fermer aux poids lourds l'entrée et la sortie d'une zone qui couvre 150 hectares. Sur ce site industriel dont sortent 500 à 600 camions par jour est construit un moteur sur 20 à l'échelle de la planète. Plus tard dans la journée, une équipe réalise une opération péage gratuit sur l'autoroute (Aix-Noulette).

MARDI 26, 5000 tracts sont distribués ; les militants pénètrent dans l'hôtel de ville de Lens pour une distribution dans les bureaux, et diffusent à la porte de deux usines à Hénin-Beaumont (Moy park, produits agroalimentaires à base de volaille ; et Faurecia, équipementier automobile).

La question est ouverte de savoir s'il n'aurait pas fallu bloquer dans la semaine, quelques jours après la Française de Mécanique, l'équipementier multinational Faurecia, filiale de Peugeot placée en amont des chaînes de montage (460 emplois à Hénin-Beaumont pour des sièges de véhicules). Cette précision parce que la grosse industrie, et spécialement l'automobile, n'est de façon générale guère frappée par la lutte, alors que frapper en amont des flux de production a des effets bloquants sur l'aval.

MERCREDI 27, une opération de blocage frappe à partir de 4h une plateforme logistique de la grande distribution (Intermarché, commune de Vimy) jusqu'à l'arrivée des CRS à 9h. Des tracts sont ensuite distribués à l'entrée de l'hôpital de Lens.

JEUDI 28, l'AG utilise la manifestation de Lens pour recruter de nouveaux combattants. Partis en tête du cortège, les militants organisent, par un quasi-blocage du défilé, une prise de parole devant l'hôtel de ville, et donnent rendez-

vous en fin de parcours aux manifestants qui, ayant compris que le blocus des flux économiques peut seul permettre le retrait définitif de la réforme des retraites, souhaitent rejoindre les équipes de bloqueurs.

VENDREDI 29, près de 150 militants de l'AG du bassin minier parviennent à bloquer Delta-3, l'une des principales plateformes logistiques de l'Union européenne. Ce gigantesque site, créé en 2000 au bord de l'autoroute A1, couvre 300 hectares dont 33 hectares d'entrepôts, et abrite plus d'un millier d'emplois. Terminal de transport multimodal autoroute-voie ferrée-canal, Delta-3 est alimentée par un échangeur autoroutier exclusivement dédié à la plateforme, un quai fluvial de 500 mètres en bord de canal et deux raccordements ferroviaires. La difficulté technique de l'organisation de l'opération vient non seulement de l'énormité du site, mais aussi du risque de provoquer une catastrophe sur l'autoroute, qui elle n'est pas bloquée ni même ralentie. Mais depuis le spectaculaire blocage de la Française de Mécanique du lundi 25, l'AG du bassin minier se sait prête à tenter l'opération qui, parfaitement conçue, s'achève peu après 9h et l'arrivée des CRS. Plus de 60 camions sont bloqués sur les bretelles d'accès, environ 200 poids lourds en partance restant coincés sur la plateforme.

DU SAMEDI 30 AU LUNDI 1^{ER} NOVEMBRE, aucune action n'a été conduite. Ce temps de repos, indispensable aux militants pour récupérer sur le sommeil perdu, a sans doute cassé le rythme imposé par l'AG. Mais il a été décidé de se réveiller fort tôt le mardi 2 novembre au matin pour frapper une plateforme logistique de la grande distribution.

AG interpro du bassin minier

Chronique d'un terrain minier

RETOUR SUR TROIS SEMAINES MOUVEMENTÉES

L'AG du bassin minier Lens-Liévin-Hénin-Carvin, créée le 14 oct. dans le Pas-de-Calais, a décidé d'un temps de repos dimanche 30 oct. et lundi 1^{er} nov. Les actions recommenceront dès mardi 2 sur une plateforme logistique. La pause dans l'affrontement donne l'occasion de revenir sur les opérations, de portée variable, des dernières semaines.

LE JEUDI 14 OCT. au matin, des militants CGT, FO et SUD décident le lancement de l'AG, de sa réunion quotidienne et d'une manifestation avec distribution de tracts dès l'après-midi. Certains sont en grève depuis le 12 oct. Est exprimée la nécessité, pour gagner, de frapper le facteur capital en limitant les dégâts collatéraux qui pourraient donner à la population non engagée dans les grèves et l'action l'impression d'un ciblage malheureux des opérations. Est arrêté le principe de la tenue quotidienne de l'AG interpro. Les dépôts de carburant, les plateformes logistiques et les flottes de camions seront ainsi visés, mais sur les ronds-points et les entrées de zones industrielles et commerciales les barrages seront filtrants, seuls les poids lourds devant être immobilisés, de façon à couper les flux d'approvisionnement et interrompre la production industrielle et la distribution d'un maximum de produits, denrées fraîches périssables avant tout. L'objectif déclaré est le blocage de l'économie.

L'APRÈS-MIDI DU JEUDI 14, l'AG s'est à nouveau réunie, pour décider des actions du lendemain, avec vote à main levée.

LE VENDREDI 15, des étudiants

et des enseignants du SNES-FSU arrivent à l'AG, ainsi que des routiers, bons connaisseurs des zones logistiques. Depuis 5h, une zone industrielle (à Carvin) et un dépôt de carburant (DMS, à Annay-sous-Lens) sont bloqués. L'AG décide de reconduire ce blocage le samedi et le dimanche, de créer son propre tract d'AG interpro avec logos syndicaux, et d'amplifier l'action à partir du lundi. Du fait des incidents lors des manifestations lycéennes à Lens (casseurs et/ou provocateurs aux ordres?), des articles de presse sur la question et des rumeurs aberrantes sur l'ampleur de la casse, l'AG insiste sur la nécessité, pour recruter et soigner son image dans l'opinion publique favorable à ses actions, d'éviter toute violence.

LE LUNDI 18, les opérations ont pris une dimension nouvelle. Les plateformes d'approvisionnement en liquides et produits frais d'Auchan et Carrefour, dans les communes voisines de Libercourt et Carvin, sont bloquées dès 2h du matin, jusqu'à l'arrivée des CRS dans la matinée. Les barrières d'un péage (Fresnes-les-Montauban) sont levées l'après-midi à la grande joie des automobilistes. Le chantier du futur musée Louvre, à Lens, est bloqué dès 5h30. L'opération retarde seulement les coulées de béton, mais doit permettre d'atteindre un seuil de meilleure visibilité.

LE MARDI 19, c'est jour de manifestation. Mais l'AG reste dans l'action tout en recrutant dans le cortège. Le blocage du Louvre est reconduit; les ouvriers ayant voté la grève reconductible, les blo-

queurs arrivés sur le chantier à 5h30 sont disponibles pour renforcer les autres piquets. À 4h du matin, les militants de l'AG décidés à bloquer les deux entrées d'une zone industrielle (à Libercourt) ont eu la surprise de constater que fuite aidant, des salariés de la zone avaient débrayé spontanément et commencé le blocus dès 22h la veille. En début d'après-midi, alors que les équipes ne sont pas encore relayées et renforcées par les manifestants du matin, un camarade de lutte se fait renverser par un camion qui force un barrage mal protégé par des palettes. Les CRS, conduits en grand nombre par le commissaire central de Lens, finissent par déloger les deux équipes de blocage après 15h.

LE MERCREDI 20, les ouvriers du Louvre poursuivent le blocus de leur propre chantier. Un parc d'activités est bloqué sur Liévin dès 4h30, mais un fort bataillon de CRS intervient à 10h. Si cette dernière opération est importante, c'est que les entrepôts de cette zone ont reçu les marchandises destinées à ceux de la zone bloquée à Libercourt du 18 oct. 22h jusqu'au 19 oct. à 15h30. C'est à cette occasion que les premiers feux de palettes et de pneus apparaissent dans l'agglomération lensoise.

Le réseau de bus de Lens est bloqué toute la journée, les bus de Sallaumines restent également à quai. Les CRS semblent toujours intervenir sur les actions les mieux ciblées: ils dispersent régulièrement les équipes qui bloquent les flottes de camions, mais non pas le chantier du Louvre, ni les bus.

Communiqué

24 OCT.

Une centaine d'habitants du plateau de Millevaches, avec ou sans appartenance politique ou syndicale, se sont réunis dimanche 24 et lundi 25 octobre pour envisager le soutien qu'ils pourraient apporter aux travailleurs en lutte contre la loi sur les retraites. La participation au blocage réussi du dépôt de Brive, mardi 26 octobre, inaugure les actions qui ont été envisagées (voir le compte rendu sur <www.millevaches.info>). D'autre part, faire fonctionner la

lutte (tracts, déplacements, etc.) et surtout faire grève coûte cher. Pour y faire face et permettre à la lutte de durer, le groupe a décidé de constituer une caisse de grève du plateau afin de récolter des fonds qui seront remis en priorité aux grévistes. Une collecte immédiate a permis de récolter près de 1000 €, et différentes formes de collecte militante ont également été envisagées. Le groupe a décidé la création d'une association qui permettra de

CAISSE DE GRÈVE

prolonger la réponse aux besoins immédiats: les luttes sociales, nationales ou locales, vont nécessiter dans les mois et les années à venir notre soutien constant. Pour toutes les informations et pour les dons: •<www.millevaches.info> •Caisse de grève, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne. •Chèques à l'ordre de « IPNS/ Caisse de grève ».

CREUSE

EUROPE SOLIDAIRE

Infoluttes n°3 / Caen

26 OCT.

Le mardi 26, des syndicalistes belges de la FGTB, rejoints apparemment par des syndiqué-e-s français-e-s en lutte, ont bloqué les entrées des raffineries belges de Feluy et de Tertre en solidarité avec la lutte en cours en France. Tous les camions provenant de France et venant s'approvisionner en carburant dans ces deux raffineries belges ont été bloqués par les manifestant-e-s. À Feluy, plus de 50 camions-citernes français tentent chaque jour de charger du

carburant en Belgique pour approvisionner les stations-service du nord de la France. Jeudi 28, une manif est appelée en Belgique, devant l'ambassade de France, pour soutenir le mouvement. À la frontière avec l'Espagne, lundi 25, des grévistes du Pays basque ont bloqué le poste frontière de Biriattou et immobilisé tous les camions qui tentaient d'amener du carburant en France. Le barrage a été levé au bout de trois heures, à la suite d'une intervention poli-

cière. Il s'est ensuivi une opération escargot sur la route menant à Bayonne, ville qui a connu plusieurs blocages du port et de zones industrielles. La raffinerie de Cressier, dans le canton de Neuchâtel, en Suisse, a été fermée, annonce le groupe Petroplus. Une décision prise en raison de la grève qui affecte la source d'approvisionnement de la raffinerie, le terminal pétrolier de Fos-sur-Mer, dans le sud de la France. infoluttescaen@laposte.net

EUROPE

<http://www.lepost.fr/perso/p-a-c-o/>

1^{er} NOV.

À l'appel de l'assemblée générale interprofessionnelle CGT-FSU-CFDT-Solidaires du Havre, deux cents militant-e-s ont bloqué les entrées du supermarché Auchan de Montivilliers le 1^{er} novembre. Pour ce jour férié, Auchan avait installé une grande banderole publicitaire afin d'annoncer l'ouverture exceptionnelle du magasin. Comme une inscription à la bombe de peinture le précisait, en fait d'ouverture, c'est à une fermeture que les consommateurs ont été confrontés entre 8 et 11 heures. Parfois avec sympathie, parfois dans la mauvaise humeur, les

clients d'« Auchmouth », comme on dit ici, ont dû rebrousser chemin ou franchir les barrages à pied. L'hyperconsommation est une drogue dure pour les gens qui n'hésitent pas à se lever tôt, y compris les jours fériés, afin de remplir leurs caddies – de choses pas toujours essentielles... Mais c'est un autre sujet. Sur les barrages mis en place près des deux ronds-points, l'ambiance était excellente côté militant-e-s entre ouvriers, employés, enseignants, soignants, chômeurs, étudiants, retraités... rejoints par Daniel Petit, maire de Montivilliers,

AUCHMOUTH KAPUT

et des élus locaux. Lors de distributions de gâteaux, de café ou de soupe, les relations se consolident barrage après barrage, manif après manif. Des informations circulaient également sur le prochain blocage de la zone industrielle, sur le concert à venir et sur la manif du 6 novembre. Bonne nouvelle, la caisse de lutte s'étoffe avec des chèques (parfois importants) venant de partout en France. *Le Havre de grève*, bulletin de l'AG interpro du Havre, circule loin des frontières de l'agglomération, et déclenche des élans de solidarité tout en donnant des idées... **Paco**

LE HAVRE

Armes de dissuasion massive

GRENADES EXPLOSIVES ET VIOLENCE D'ÉTAT

« Grenade explosive », « grenade assourdissante », ou, pour reprendre le jargon industrialo-administratif toujours soucieux de modération, « grenade à main à effets non létaux », « grenade de désencerclement », « Dispositif balistique de dispersion (DBD) », « Dispositif manuel de protection (DMP) » : c'est ce à quoi ont goûté, accompagnés de traditionnelles larmes, les manifestants pourtant plutôt tranquilles de Lorient, le 19 octobre dernier. Le sous-préfet du coin, Denis Labbé, avait donné l'ordre au commandant de la compagnie de gendarmes mobiles d'utiliser ce type de grenades pour protéger le dépôt pétrolier qu'il considérait menacé.

Les DMP font partie de l'arsenal du maintien de l'ordre (police ou gendarmerie) depuis janvier 2004 : Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, annonçait leur arrivée en même temps que celle des Taser. La société SAPL, qui commercialise des grenades de ce type, signale dans la fiche technique du DBD95/DMP¹ une intensité sonore de 165 décibels [dB] (un avion au décollage émet à 140 dB, ce qui est déjà bien au-delà du seuil de douleur et de danger pour l'oreille humaine). L'explosion, qui disperse les 18 plots de caoutchouc contenu dans la grenade, est suffisamment forte pour briser des vitres – mais aussi et surtout pour blesser des personnes.

Voire pour les mutiler : lors d'une manifestation contre les nanotechnologies à Grenoble, en juin 2006, une femme a la joue ouverte. Même ville, en mai 2007, une jeune

femme perd un œil, le goût et l'odorat alors qu'elle observe une manifestation sauvage en réaction à l'élection présidentielle. En 2009, un homme doit être amputé de deux orteils à la suite de la manifestation du 29 janvier à Saint-Nazaire (« *En cas de guerre civile, il faut du répondant* », lui a répondu la police des polices²). En avril de la même année, plusieurs dizaines de personnes sont blessées (brûlures et plaies) lors du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg. En février 2010, les arroseurs sont arrosés : 16 gendarmes sont atteints (essentiellement des troubles auditifs) lors d'un exercice dans le centre d'entraînement de Saint-Astier. La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) publiait en 2009 une « Étude sur l'usage des matériels de contrainte et de défense par les forces de l'ordre³ », dans laquelle elle évoque une autre manifestation grenobloise, le 15 mai 2008, au cours de laquelle trois personnes ont été touchées (plaies, brûlures, hématomes volumineux) par l'envoi de DMP. Elle rappelle à cette occasion la note du directeur central de la sécurité publique du 24 décembre 2004, mentionnant « *son emploi dans un cadre d'autodéfense rapprochée et non pour le contrôle d'une foule à distance* » et l'impératif de le faire « *rouler au sol (...), afin d'éviter toute blessure accidentelle des policiers ou de leurs agresseurs aux yeux ou à la gorge* ». Le 19 octobre à Lorient, les gendarmes contrôlaient la foule à distance, et une de leurs grenades blessait un enseignant au cou et au visage⁴.

Il ne s'agit pas, comme la CNDS, de demander avec la plus grande fermeté un maigre rappel des instructions d'usage – il s'agit de dire que les DMP, comme les flashballs ou les Taser, n'ont pas pour rôle « d'amoindrir la létalité », mais bien plutôt d'augmenter la violence autorisée, d'intimider, de terrifier, quitte à mutiler.

Juliette (CQFD)



Fabrication d'une grenade explosive
<www.sapl-sas.com>



Lorient, 19 oct. 2010
Trigone productions



Démonstration de grenade explosive DMP
<www.sapl-sas.com>



Explosion d'une grenade DMP
Lorient, 19 oct. 2010
Trigone productions

1/ Consultable sur le site de la Société d'application des procédés Lefebvre : <www.sapl-sas.com>.

2/ « Grièvement blessé après la manif, Pascal témoigne », Jean-Delavaud (Ouest France, 18/02/2009).

3/ Téléchargeable en ligne : <http://www.cnads.fr/avis/RA_2009_Etude_th%C3%A9matique.pdf>.

4/ Une vidéo est visible sur <http://www.dailymotion.com/video/xf6i7_des-grenades-sur-la-foule_news>.

Jusqu'ici

3 NOV.

Le « mouvement » est fini ? RTL, Le Monde et Radio France l'ont martelé. Mais le « mouvement » s'arrêtera quand on l'aura décidé. Cette loi de merde n'est pas encore promulguée, et on a mille raisons de prendre la rue. La meilleure retraite c'est l'attaque, il paraît. Et si toutes les semaines, d'une façon ou d'une autre, on continuait à briser le quotidien ? Comme un « mouvement » qui ne s'arrête plus, comme un joli bras d'honneur à cette mafia capitaliste qui veut nous faire trimer pour

que dalle jusqu'au cancer de la prostate... Ici à Rodez, « la lutte continue », et la « Caravane des pas contents » poursuit son épopée autour d'un noyau dur d'irréductibles Aveyronnais. Depuis plus d'un mois, la caravane arpente manif, blocages de ronds-points et aiguise son penchant pour les banderoles giratoires. Sans épargner les ponts et chaussées. À coup de « PRESQUE PLUS D'ESSENCE, ENCORE UN EFFORT ! », « LE GOUVERNEMENT, LA RUE RUE ! », « JETTE

LE CARAVANING FLAMBÉ

RODEZ

TA TÉLÉ ET DESCEND DANS LA RUE ! ». Mardi 2 novembre c'était « UNE RETRAITE AUX FLAMBEAUX CONTRE UNE RETRAITE EN LAMBEAU ». Rendez-vous donné devant la préfecture, une soixantaine de personnes se sont offert un tour de ville, flambeaux à la main, slogans en cœur. Petits blocages de rues pour animer le tout. Un peu de bruit, qui fait vraiment du bien. Et qui donne envie de continuer... On y retourne !

Tonio



Tonio

LES DOUX S'IRRITENT

Tract (extraits)

2 NOV.

Que la loi sur les retraites soit votée ne change rien. Le jeudi 28 octobre, nous étions 7 000 dans les rues de Besançon, ce qui est exceptionnel dans une période de vacances scolaires (...). Derrière la réforme des retraites se préparent déjà d'autres attaques contre le monde du travail : un nouveau budget d'austérité préfigurant une multiplication des suppressions de postes (et donc la hausse du chômage), des attaques contre la Sécu,

des politiques racistes et xénophobes contre celles et ceux d'entre nous qui ont le malheur de n'avoir pas les bons papiers d'identité, une remise en cause de notre convention collective, etc. Et au sein de l'ADDSEA (Association départementale du Doubs de sauvegarde de l'enfant à l'adulte), comme partout, des salaires qui ne permettent plus de finir le mois, des suppressions de postes, la hausse des emplois précaires, etc.

En réquisitionnant et en menaçant de cinq ans de prison ferme les ouvriers des raffineries en grève, l'État français a montré son vrai visage : celui d'un appareil répressif en guerre contre le monde du travail (...).

« Si tu ne participes pas à la lutte, tu participes à la défaite. » (Brecht)

CGT ADDSEA

cgt.addsea@gmail.com

<http://cgtaddsea.wordpress.com>

BESANÇON

La guerre du pétrole

OU LES BARRICADES DES OBSTINÉS

Depuis le début de ce mouvement, de matinée en matinée, le réveil est de plus en plus difficile. De plus en plus mécanique. On ne sait plus vraiment depuis combien de jours l'on se rend ici. Obstination – la sensation que l'on fonce tête baissée. Il semble que ce soit la neuvième journée sur le port. La cinquième de la semaine au dépôt pétrolier, vers la sortie du port de

LA CHANSON DU PORT

Il est cinq heures...

[couplet sur la crise du pétrole]

Le port de commerce est bloqué
Les patrons peuvent se rhabiller
Les camions-citernes au repos
S'alignent en amont du dépôt

[Refrain:]

Il est cinq heures

Le port s'éveille

Il est cinq heures

L'économie reste en sommeil

[couplet sur l'insurrection populaire]

Sur tous les ronds-points c'est la fête
On allume des feux de palettes
Des voix s'élèvent dans la nuit:
« Ici, on bloque l'économie! »

[Refrain]

[couplet sur les gardiens de la paix]

Le sous-préfet, le commissaire
Sont tous deux sur le pied de guerre
Vénus de Colbert [commissariat de Brest] au galop
Les flics préparent les lacrymos

[Refrain mod.: « Les pores » remplace « le port »]

[couplet sur le fichage des manifestants]

On agite nos p'tits drapeaux
Jojo [RG local] transmet toutes les infos
Un teubé filme à la sauvette
Pour s'faire mousser sur internet

[Refrain]

[couplet censuré par l'inter-syndicale]

Solidaires jamais à sec de piles
Nous chante des slogans faciles
À défaut de révolution
FO fout la musique à fond

[Refrain - bis]

commerce. Coincé entre les immenses silos de farine animale de Cargill et l'aquarium géant d'Océanopolis, le site est alimenté par bateau depuis Donges et l'Europe du Nord. Il ravitaille les départements du Finistère et des Côtes-d'Armor. Les douze raffineries françaises sont en grève. Donges, Grandpuits, des noms qui font désormais écho. La pénurie de carburant menace l'économie. Le pétrole est devenu l'enjeu stratégique pour faire plier le gouvernement. Chaque jour, nous empêchons les citerniers de s'approvisionner. Ce jour-là, notre action vise encore une fois à appuyer le mouvement des raffineries. Déterminés à ralentir le circuit de distribution. Déterminés à accentuer localement cette pénurie. Bien décidés, à défaut de grève générale, à bloquer le pays. Une file de camions venus de tout le Grand Ouest s'immobilise. Mais, vers la mi-journée, le flux reprend son cours et défile sous escorte policière. Tous les matins, à 5 heures, une AG rapide pour se coordonner. La centaine de grévistes présents, 250 personnes au maximum, se répartit sur deux ronds-points. À chacun le sien. L'un plus syndical et salarié, l'autre plus libertaire et étudiant. La sono d'un côté, les braseros de l'autre. On décharge rapidement les pneus, les palettes. On s'organise, on discute et l'on improvise. Les matinées sont rudes. Une guerre des nerfs – mouvement éprouvant. On essaie de ne pas lâcher, encouragés par les files de citerniers qui s'allongent sur la route. Tous les jours, une quarantaine de camions sont contraints de couper le moteur. Jusqu'à 109 citerniers immobilisés avant-hier. Mais, chaque jour, les scénarios se suivent et se ressemblent. Le blocage ne dure qu'un temps... jusqu'à l'intervention des forces de

l'ordre (police, gendarmes mobiles ou CRS). Première sommation – on enflamme la barricade pour grappiller quelques instants. Deuxième sommation – on joue « au chat et à la souris ». Troisième sommation – on s'en va, dispersés par quelques grenades lacrymogènes. Dernière sommation – l'avancée militaire des flics provoque l'hilarité ou l'énervement. Car les citerniers finissent toujours par passer sous nos yeux. Après un léger sentiment d'impuissance, nous sommes tout de même conscients d'avoir considérablement ralenti le circuit. Ce matin, au lendemain d'une manifestation au bilan mitigé, c'est la surprise. Une trentaine de personnes font circuler les camions. Des patrons de citerniers venus de toute la Bretagne et des chefs d'entreprise du port accompagnés de salariés, bien déterminés à cogner. On s'organise, le patronat aussi. Petite altercation. À peine le temps pour nous de bloquer la route. Les gendarmes mobiles lancent l'assaut. Il est 6 heures, et les accès au dépôt sont déjà débloqués. La répression, elle, s'organise au pas de course. On est épuisés. Quelques heures plus tard, coup de massue sur le mouvement; la grève dans les raffineries s'arrête. Désormais, pour nous, le blocage économique ne se résume plus à celui du pétrole. Notre grève n'est pas suspendue, il est nécessaire de rebondir pour la semaine à venir. Journée en dents de scie. On se dit que, durant ces moments, il faut s'acharner: on n'a pas fait tout ça pour rien. À 15 heures, tout semble pouvoir prendre fin. À 18 heures, on repart avec l'énergie des premiers jours. On prévoit, pour ce jeudi, l'organisation d'une journée de grève et d'action en Bretagne. Objectif commun, le blocage des marchandises. On continue.

**Des participant-e-s
aux piquets volants**

LECLERC DANS LE FLOU

Ouest-France

1^{er} NOV.

Depuis 8 heures 45 ce matin, l'accès au centre commercial Leclerc d'Agneaux (près de Saint-Lô) est bloqué par une quarantaine de manifestants. Cette action a été décidée par l'intersyndicale, à l'exception de la CFDT. « Nous ne manifestons pas directement contre le

centre Leclerc mais contre la réforme des retraites, note Pascal Varin, de Force ouvrière. *C'est un blocage symbolique. Même si d'ailleurs, un jour férié, les magasins ne devraient pas ouvrir...* » Pratiquement, le blocage se fait au niveau du rond-point d'entrée du centre commer-

cial, tandis que les forces de police dévient la circulation depuis le rond-point de l'échangeur. Les manifestants laissent entrer les salariés des différents magasins, mais ils empêchent les clients de venir faire des achats ou de prendre de l'essence.

SAINT-LÔ

Indymedia Paris

29 OCT.

BONNE NOUVELLE à BABYLONE: le métro s'arrête, pas de retour à la normale. En ces TEMPLE d'ère GLACIÈRE, j'ai GAÎTÉ et PLAISANCE à tirer sur la poignée. Je me suis grimée bien sûr comme pour aller à l'OPÉRA à cause des caméras. La poignée se trouve au bout du QUAI DE LA GARE en bas des escaliers, elle vient en bloc et c'est DUROC. Mais elle n'est pas MUETTE et l'alarme se met à crier. Heureusement, je ne rencontre pas d'ÉCOLE MILITAIRE ni les KLÉBER du pouvoir, je peux prendre le BEL-AIR et respirer le JASMIN dans cette TERNES BELLEVILLE. La retraite! Ah, ma retraite! Je n'en aurai pas. Il n'empêche. Dans le mouvement en cours il ne s'agit pas que des retraites, il s'agit plus généralement du travail et de l'exploitation, de ce temps qui nous

est volé. Faire grève, saboter, bloquer... sont autant de tentatives pour reprendre ce temps. Et on peut entendre alors dans les manifestations: « EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE! » Ce mouvement mêle générations et catégories: les lycéens et les pré-retraités, les chômeurs et employés, les syndiqués ou non... Mais il y a peu j'ai vu à la télé, triste sire, un responsable syndical national troquer les retraites contre un débat sur l'emploi, pactiser grossièrement pour négocier nos vies et la fin du mouvement. À un vol de temps s'ajouterait un autre vol de temps. Pourtant, partout un refus s'exprime: un refus de travailler, encore et encore, un refus de se faire contrôler, toujours et sans arrêt. Ils voudraient siffler la fin de la récré,

BONNE NOUVELLE À BABYLONE

mais elle ne fait que commencer. Par exemple, des salariés grévistes d'EDF annonçaient hier qu'ils entamaient une baisse de production d'électricité. Partout la nécessité de perturber et de bloquer l'économie est admise et pratiquée. Alors comme tant d'autres, j'ai décidé de m'y mettre et ce matin j'ai tiré la poignée qui coupe le courant des lignes du métro. Pour que cesse un temps le train-train du quotidien (sur les lignes 2, 3, 6, 8, 9 et 12...). Nous serons donc nombreux aujourd'hui à avoir une bonne raison d'être en retard au boulot! Pour que vivent la grève, les interruptions, l'auto-organisation et les blocages! Rien n'est fini, tout commence!

**La MALESHERBES
du métropolitain**

LA VIE À LA FAC

Vole pas le riz

5 NOV.

Le blocage de la faculté ne signifie pas que le campus est désert et que toute vie s'arrête. Des commissions ont été mises en place afin d'offrir un espace de réflexion et de débat aux étudiants. Nous appelons les personnes motivées à les rejoindre et à y participer activement (...).

• La commission autodéfense a pour but de préparer et d'informer les manifestants sur toutes les formes de répression géographique, urbaine et policière. Des textes sur les reflexes à avoir en cas d'interpellation ont été publiés et des

jeux de rôles sont organisés régulièrement afin de mettre en condition les militants.

• La commission école buissonnière organise la vie sur le campus et propose des projections/débats, des ateliers théâtre... Le but de cette commission est de rassembler les gens présents sur la fac et de renforcer le mouvement en créant des liens entre les personnes en lutte. Faites monter l'aïoli!

• La commission cours permet aux étudiants de récupérer les cours manqués pendant le blocage. Cer-

tains cours sont disponibles en amphi A et une liste de mails est consultable afin d'obtenir des cours tapés à l'ordinateur.

• La commission anti-presse réalise et diffuse ce journal, se renseigne sur l'état de la mobilisation sur Montpellier et en France et distribue les communiqués de presse.

**Vole pas le riz, n°1
Le journal des étudiants
mobilisés de l'université
Paul-Valéry (Montpellier 3)**

MONTPELLIER

Instants d'ensemble

Ces dernières semaines, Lyon a fait la une, autant pour son étonnante capacité émeutière que pour le spectacle du retour à l'ordre qui y a été orchestré. Sur place, tout le monde reconnaît que c'était pas du chiqué et que ce mois d'octobre restera dans les mémoires. Pour les rues reprises quelques jours aux marchands et à la police, mais peut-être avant tout pour la force que donne le « TOUS ENSEMBLE », quand s'entremêlent – dans une myriade de pratiques – des syndicalistes en grève, des lycéennes enragées, des activistes sur la brèche, et toujours plus de monde qui ne rentre pas dans les cases. Instantanés stratégiques, pour commencer les bilans, et faire mieux la prochaine fois.

T'es qui toi ?

Mardi 19 octobre, 12 heures, place Bellecour, II^e arr. 5 lycéens en panique.

« Y a des mecs avec des autocollants CGT qui sont arrivés vers nous. Ils ont embarqué notre pote, juste parce qu'il est noir ! Ils l'ont emmené dans le hall d'immeuble là-bas. C'est dégueulasse ! »

– Ouai, c'était sûrement la BAC. Attends, y'a des pompiers CGTistes à la buvette là. Hey, les pompiers ? Ya un lycéen qui s'est fait embarquer par des flics déguisés en CGT. »

Les pompiers arrivent à 10 devant le hall, drapeaux au vent. La classe. « T'es qui toi ? », lance un pompier-bien-baraqué à un petit-flic-qui-se-la-pète. Et il lui arrache son autocollant CGT. Le flic blêmit et sort sa carte. Des manifestants rappellent. Les gendarmes mobiles déboulent. Et ça part en vrille. La scène a été filmée pour <rebellyon.tv>, racontée aux journaliers et remontée à Bernard Thibault. Jusqu'à devenir un scoop pour médias bourgeois.

Diversité des tactiques

Mercredi 20, 16h, place Bellecour, II^e arr.

Les « pacifistes », un groupe de 100 à 200 jeunes avec quelques drapeaux syndicaux et PEACE, étaient restés assis.es des heures sous les gaz, la veille. Là, elles arrivent sur la place et en repartent en cortège une demi-heure plus tard, emme-

nant derrière elleux les lycéen.nes et leurs alliés. qui attendaient une opportunité de bouger un peu. En route pour le quartier de La Guillotière, dans un joyeux bordel. La police, manifestement surprise, ne supporte pas que sa division sacrée entre « bons manifestants » et « casseurs » soit méprisée à ce point. Le lendemain, elle fait de cette distinction une frontière physique en créant la Prison-Bellecour¹ pour empêcher les lycéen.nes de se joindre à la manif autorisée du jour. Le cortège répondra par des « LIBÉREZ BELLECOUR ! », « ON PART TOUS ENSEMBLE OU ON NE PART PAS ! » pendant deux heures, avant de partir sous la pression des gaz lacrymogènes et des manipulations policières.

Lilith, Martine et les lycéennes²

Vendredi 22, 17h30, sur les ondes de Radio Canut (RC).

« Hé ! Viens, viens, c'est la radio ! »

– RC : Vous, vous manifestez pour quoi ?

– Ben, pour pas qu'on ait notre retraite très, très tard, parce qu'on a pas envie d'être des vieux tout aigris et de mourir avant notre retraite !

– RC : Et qu'est-ce que vous répondez aux gens qui disent : « Vous êtes des casseurs » ?

– On leur dit : « Nique ta mère ! »

– Non, non, arrête ! À chacun ses opinions. Mais la plupart qui sont

contre, c'est des vieux ! Eux, ils seront dans leur tombe et nous, on sera comme des cloches, en train de mendier devant Carrefour.

– Dans la loi, ils disent : « Vous pouvez dire votre opinion », et après ils nous tirent à coups de flashballs.

– Et après, en gard'av, c'est petits pois le soir, et on se fait bouler ! »

Comparutions immédiates

Lundi 25, 16h, tribunal de grande instance, III^e arr. La procureure s'acharne sur les inculpés, plus ou moins bien défendus par leurs avocats.

La veille, des discussions ouvertes entre libertaires avaient souligné la nécessité de suivre ces comparutions, pour informer largement via le site <rebellyon.info> et pour permettre à la caisse de solidarité de soutenir ceux qui vont rester en prison. Une personne s'est donc motivée et assiste aux comparutions pour transmettre les infos.

Ce jour-là, trois mois ferme pour jets de pierre, six mois avec sursis pour violences et dégradations, maintien en détention pour celui qui refuse la comparution immédiate.

Feu de palettes et pain paysan

Mercredi 27, 13h, dépôt SNCF de la Mouche, VII^e arr.

Près de l'entrée, les aérosols explosent dans le feu, c'est l'attraction du piquet. Quelques dizaines de person-

Jusqu'ici

GROS QUICK, RENDS-NOUS NOTRE FRIC

MONTREUIL

27 OCT.

Après le blocage du centre des impôts, d'un Pôle emploi, des actions continuent cette semaine à Montreuil. Lors d'un barrage filtrant de plus d'une heure, aux entrées du fast-food Quick, des gens de SUD, des chômeurs et des précaires ont distribué le tract suivant – et obtenu des sourires complices en cuisine :

(...) Nous perturbons un temps la bonne marche de cette entreprise. Et c'est d'abord parce que nous voulons nous solidariser avec les gens d'ici, en arrachant un peu de temps de pause ensemble. Nous aurions aimé que lors des grèves précédentes, on nous permette à nous aussi de souffler. Nous autres, précaires, n'appartenons pas à une entreprise, mais à mille. Pôle emploi en est une, Quick, et Carrefour également.

Le maintien de nos revenus dépend de notre implication : impli-

cation dans les rendez-vous à Pôle emploi, implication au taf. Et sans implication, pas de thune : voilà le racket. Surtout que l'implication, c'est toujours en faire plus que ce qu'un contrat normal exige : donner dans la bonne humeur, la grande cadence, le travail permanent sur soi, et enfin lâcher l'affaire sur ses conditions de travail, fermer sa gueule.

Ce que nous permettons ici, cette petite pause dans l'implication, nous autres chômeurs et précaires pouvons le permettre à d'autres. Souvent employés à temps partiel, nous avons des moyens concrets et de la disponibilité pour permettre aux autres d'interrompre leur travail. Et d'affirmer par là ce que veut ce mouvement contre la réforme des retraites : la maîtrise du temps de travail et de la place que celui-ci doit prendre dans nos vies. Piquet mobile, bloquons la ville ! Piquet volant, bloquons l'argent !



ZONES INDUSTRIELLES OCCUPÉES

www.primitivi.org

MARSEILLE

29 OCT.

La plateforme de CléSud, dans la zone industrielle (ZI) de Miramas, où se chargent et se déchargent plusieurs centaines de camions par

jour, à été complètement paralysée ce matin et jusqu'à 13 heures par 250 à 300 manifestants, à l'appel des UL-CGT du pourtour de Berre.

Cette action faisait suite au blocage, plus tôt dans la matinée, d'une autre plateforme dans la ZI des Milles (Aix-en-Provence).

AFP

2 NOV.

SUD-RATP a annoncé, mardi 2 novembre, qu'il compte déposer plainte à la suite d'un audit interne sur les moyens accordés aux syndicats qui pointe un dispositif très généreux à l'égard de la plupart des organisations. Ce rapport, dont l'AFP a eu copie d'extraits, juge l'entreprise « défaillante dans le suivi et le contrôle des moyens attribués ». « La complexité et la générosité du dispositif imposent une surveillance plus rigoureuse », poursuivent les auteurs.

SUD-RATP, sixième syndicat de l'entreprise, a dénoncé dans un communiqué une « fluidification du dialogue social », via ce qu'il considère comme un « financement occulte » des syndicats, et annoncé le dépôt d'une plainte cette semaine. La direction de la régie a expliqué que cet audit, commandé en février par le PDG, Pierre Mongin, porte « sur les dix dernières années pour connaître les conditions exhaustives du fonctionnement de la représentativité dans l'entreprise »,

OCCULTES SYNDICATS

PARIS

alors que le régime du droit syndical est renégocié.

La CGT, premier syndicat de la RATP (36,9 %), a accusé SUD de « jeter le discrédit sur l'ensemble du syndicalisme et de mettre un doute dans l'esprit des agents à quelques semaines des élections professionnelles » à la régie, prévues le 30 novembre. « Nous appliquons ni plus ni moins les règles » du droit syndical, a déclaré son secrétaire général, Jacques Eliez.

Veolia aux ordures

Ce matin, le mardi 2 nov. 2010, à 6h30, entre 150 et 200 personnes ont bloqué les entrées et sorties du centre de collecte et propreté urbaine VEOLIA, à Saint-Denis, porte de la Chapelle. Les employés présents nous ont apporté leur soutien chaleureux. Au bout de trois heures de blocage, la police nous a délogés sans heurt ni interpellation. Nous n'avons donc pas pu tenir jusqu'à la fin de la matinée où beaucoup de camions rentrent au centre pour faire le plein, avant de repartir en tournée vers 14h. Nous avons quitté les lieux à 9h15 en cortège, ralentissant les files de voitures jusqu'à la porte de la Chapelle. Nous nous sommes séparés en appelant à nous rendre à 14h30 à la manifestation au départ de Jussieu, appelé par l'AG de Tolbiac. SOYONS NOMBREUX!

Le texte suivant a été diffusé sur place aux employés et automobilistes :

PREMIER ROUND : ON CONTINUE!

Depuis plus de trois semaines, un mouvement social d'ampleur est en

cours dans le pays. La réforme des retraites a été son point de départ. Si les syndicats, en accord avec le gouvernement et les médias, paraissent à présent siffler la fin de la partie, différentes initiatives fleurissent encore un peu partout, les journées de manifestations massives ayant permis à la base de se trouver une légitimité et de pousser et déborder les cadres imposés par les centrales syndicales. C'est par le blocage que le mouvement s'est donné les moyens d'intensifier le rapport de force. Cependant, on se rend bien compte que tout est fait pour rendre l'arme de la grève moins efficace. L'État use des outils du droit, entraves légales et réquisitions, ajoutant ainsi à l'extrême précarité au sein de nombreux secteurs où les possibilités de mobilisation sont déjà réduites. La restructuration capitaliste de ces trente dernières années se concrétise notamment par l'introduction du privé dans des secteurs historiquement publics (la santé, la poste, les retraites, etc.). Privatisations qui amènent à des conditions de travail toujours plus défavorables à la construction d'un rapport de force : précarité, intérim, désstructuration générale.

VEOLIA, comme beaucoup d'autres, est d'un côté à la pointe de ce processus, réalisant ses profits sur le dos d'une main-d'œuvre corvéable à merci (à l'image des nombreux travailleurs sans papiers exploités dans ce secteur), de l'autre VEOLIA est un instrument précieux pour casser les tentatives de grève dans les secteurs publics, comme lorsqu'elle reprend à son compte la tâche interrompue par un blocage ou une grève. Pour tous ceux qui considèrent que cette réforme n'est qu'un élément d'une dégradation générale de nos conditions de vie, pour tous ceux qui n'ont pas forcément les moyens directs de bloquer la production, mais refusent de se résigner, pour tous ceux qui pensent qu'il est nécessaire de dépasser les séparations catégorielles entretenues par le capital, pour tous ceux-là, la pratique du piquet volant peut être efficace. Renforcer les blocages existants aussi bien qu'en créer là où nous l'estimons utile.

Contre l'exploitation, bloquons l'économie.

AG TURBIN
turbin@riseup.net

PARIS

Jusqu'ici

Après nous être retrouvés plus tôt dans la matinée, nous pénétrons par petits groupes dans la Maison de Radio France. La file d'attente pour assister à l'émission du *Fou du roi* est déjà longue, mais nous parvenons à atteindre le studio et à nous éparpiller dans le public. 11h : flash info, « *Le mouvement s'affaiblit, actions sporadiques...* » Les animateurs s'installent, à l'aise, la peau rose et brillante. Ça démarre, on applaudit fort, et ils se marrent à la pelle. Je n'arrive pas

à suivre ce qu'ils racontent, la machine est lancée. Puis, au « *Bonjour* » d'un animateur, nous répondons : « *Bonjour, vive la grève !* », et envahissons le plateau à une quarantaine de personnes. Des complices parlent aux techniciens pour éviter la coupure. Les animateurs, désarmants de bonne humeur et de professionnalisme, blaguent pour pacifier la situation. L'un d'entre nous les fait presque taire, et lit au micro un texte d'appui au mouvement (qui aurait pu être plus court

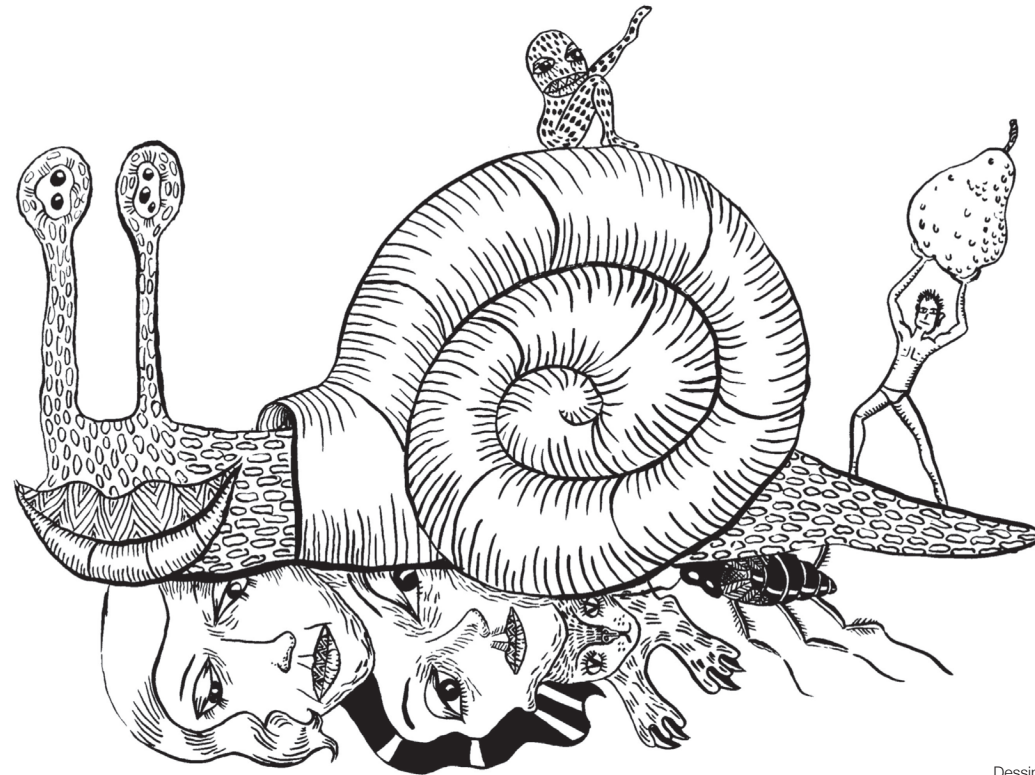
EN BERN JUSQU'À LA RETRAITE

et condamner les directions syndicales plutôt que « les syndicats »). Le bouffon Bern finit par se froiser et faire couper l'antenne. Nous partons en lâchant quelques boules puantes (ce seront des dizaines la prochaine fois). Nous avons tout de même détourné les médias aux ordres ; nous avons été là où l'on ne nous attendait pas. À refaire.

Josette

1/ <<http://www.rue89.com/2010/10/27/france-inter-le-fou-du-roi-interrompu-par-des-manifestants-173441>>

27 OCT.



Dessin : Agnès

nes, souvent habillées en noir, tapent la discute avec les cheminots. On y trouve des cubis de vin pas cher, la feuille de lutte *Premier round* qui défend le blocage généralisé, et, pour tenir, deux grands cartons remplis de victuailles, amenés par des paysans.

Offensive et impuissance

Jeudi 28, 19h, montée de la grande côte, 1^{re} arr.

Depuis trois jours, un rassemblement quotidien se tient devant l'hôtel de ville en début de soirée. Personne ne sait qui l'a initié, mais un petit infokiosque, une soupe chaude, de grandes banderoles, de 100 à 300 personnes et une *batucada* s'en emparent chaque soir. Ce jeudi, l'idée circule de partir en manif sauvage. Les pentes de la Croix-Rousse toutes proches s'animent de collages et de tags intempestifs. « EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE ! » Le cortège croise un contrôle de police. Après quelques minutes et un fumi lancé, les gens repartent en laissant les keufs sur le bord de la route. Pas assez préparés pour faire plus.

« Respect et merci » ?

Vendredi 29, 23h, l'Atelier, VII^e arr. Chorale révolutionnaire, discussions enflammées, houx et bière bio.

Ce soir l'Atelier, local associatif, tourne en soutien à la librairie libertaire La Gryffe, et ce sont des camarades qui se retrouvent. Aux toilettes, un papier est posé au sol. C'est le message du délégué CFDT de la raffinerie de Feyzin à ses collègues, scellant la fin de la grève par un tonitruant « RESPECT ET MERCI ». Il y a deux semaines, la plupart des habitués de l'Atelier ne connaissaient de Feyzin que l'odeur qui en arrive sur l'autoroute. Ce soir, tout le monde met une image derrière ce tract, s'énervent ou s'émeuvent de ces mots de fin de grève.

Amphi occupé

Mardi 2 nov., 22h, amphi D de l'université Lyon-2, Bron.

Soixante-dix étudiant.es occupent une partie de la fac au premier jour de sa réouverture après les fermetures administratives. Bouffe collec-

tive et rencontres entre ceux qui enchaînent après deux semaines de tournées de piquets et ceux qui reviennent de vacances. Première(s) pierre(s) pour des suites venues des facs ?

Collaps & Ichik

Jusqu'ici - Lyon

Suite à l'appel lancé par **Z**, on est quelques-unes à s'être organisées pour contribuer et diffuser depuis Lyon. On tâtonne, et le premier texte collectif n'est publié que cette semaine. Parmi les expérimentations en cours ou en projet : ventes en soutien à la caisse de solidarité, ateliers d'écriture pour s'entraider face aux mots, réalisation d'une brochure sur ces agitées semaines lyonnaises. Pour que continuent des liaisons dangereuses.

N'hésitez pas à nous contacter : jusquici.lyon@yahoo.fr

1/ Épisode évoqué la semaine dernière dans l'article « Images de l'ordre, images aux ordres ». Le bilan précis : 621 personnes ont été retenues sur la place entre 12h et 19h. La plupart ont pu sortir une à une après avoir été contrôlées, fouillées et photographiées. 92 ont été arrêtées pour « vérification d'iden-

tité », et 47 d'entre elles ont été gardées à vue. Oubli réparé. 2/ Extraits du reportage « Paroles de meufs sur fond de la-crymo », réalisé pour l'émission féministe « Lilith, martine et les autres », et disponible sur <sonsenlute.net>.

Ouvrons la boîte de Pandore !



Le mouvement actuel de contestation est arrivé à un point de *bifurcation* depuis que cheminots et ouvriers des raffineries ont suspendu la grève. Pour tenter de savoir dans quelles directions il pourrait aller, il nous faut revenir un instant sur quelques-unes de ses caractéristiques essentielles.

Le mot d'ordre de « blocage de l'économie » a été largement affiché et mis en œuvre avec la formation aussi rapide qu'inédite de *liaisons* entre chômeurs/précaires, étudiants et salariés dans de très nombreuses villes en France.

Cette coopération a été rendue possible par la légitimité nouvelle acquise par la contestation, laquelle n'a eu de cesse de dénoncer un pouvoir ostensiblement inféodé aux volontés des capitalistes, outrageant et violant quotidiennement les quelques droits populaires acquis de haute lutte. La « réforme des retraites » est venue cristalliser cette colère. Cet état de choses a légitimé une sorte d'*état insurrectionnel latent* où c'est la force populaire de blocage de l'économie qui a été mise en avant, et où la violence populaire a été, quant à elle, contenue.

Cette cristallisation contre le pouvoir actuel et sa réforme a catalysé le travail de liaison qui s'effectue depuis des années entre chômeurs/précaires, étudiants et salariés

sur un certain nombre de villes, notamment à Rennes. Il a porté ses fruits en contribuant à *élargir l'espace public* : en fournissant possibilité et légitimité aux étudiants comme aux chômeurs et précaires d'intervenir par le blocage devant des lieux de travail, lesquels lieux sont censés être privés, ne pas être les leurs.

À Rennes, la place des chômeurs et précaires dans la *composition de classe* des piquets volants qui réalisent ces blocages de l'économie est centrale, tant sur le plan numérique qu'organisationnel. Le caractère essentiel de cette forme d'action comme la place importante des chômeurs et précaires dans ces formes d'action tiennent en partie évidemment au fait que les chômeurs et précaires n'ont pas, ou seulement de manière discontinue, de lieux de travail pour exercer une grève au sens traditionnel du terme et qu'il existe de multiples contournements de ce droit : aussi bien à travers « le service minimum » que les contrats précaires, ou dernièrement par les réquisitions *ad hoc*.

Si le mouvement bénéficie d'un large soutien populaire, il n'en demeure pas moins que *la base militante qui participe aux actions de blocage* est, à ma connaissance, *assez restreinte*, au moins pour ce qui est des villes comme Rennes ou Brest. Tout au plus, 200 à 400 piquetistes volants par ville, nombre

ponctuellement augmenté grâce aux lycéens. La raison principale en est que, en dehors des grandes mobilisations, nous pâtissons d'une activité politique revendicative relativement rare et confinée à certains espaces militants.

La situation de reflux vérifie que la vision stratégique des sites clés de l'économie à bloquer en priorité n'est pas absolument juste. La coopération attendue avec les salariés est au moins aussi importante dans le choix des cibles. D'où la proposition suivante : *coordonner au plus vite piquets volants et salariés des entreprises bloquées en s'appuyant sur les équipes syndicales de lutte revendiquant le retrait de la réforme des retraites, en mettant également en avant des revendications spécifiques aux sites bloqués conçus avec les salariés du site : titularisation, salaires, conditions de travail, etc.* Ce type d'actions ne peut bien entendu pas se substituer entièrement à la contestation au sein de l'entreprise de l'autorité hiérarchique, mais elle peut l'encourager. Le souci primordial du maintien et de l'accroissement des capacités d'intervention de tous, et des précaires en particulier, dans l'action de blocage de l'économie, appelle ainsi à penser la dialectique entre le mouvement et les organisations, en refusant de tourner le dos à l'une ou l'autre.

Thierry, Mouvement des chômeurs et précaires en lutte

La Maison de la Grève

L'heure de la défaite ne sonnera pas. Les liens, les solidarités et les formes de lutte pratiqués ces deux dernières semaines désencombrent l'horizon (...).

Jusqu'au début du mouvement contre la réforme des retraites, un sentiment général d'impuissance n'a pas cessé d'accompagner les dernières grèves. Rien d'étonnant quand les dispositifs législatifs (service minimum, préavis de grève obligatoire, etc.) et la frilosité des bureaucraties syndicales s'accordent pour vider la grève de sa portée conflictuelle, de son caractère d'arrêt de la production, pour n'en retenir qu'une forme symbolique.

Ces deux dernières semaines, quelque chose a changé. Ce sentiment d'impuissance a désormais cessé. Le mouvement anti-CPE de 2006 avait diffusé le mot d'ordre de « blocage des flux », la grève générale de 2008 en Guadeloupe l'a pratiqué à l'échelle d'une île entière. Et, aujourd'hui, le blocage se répand comme la forme de lutte minimale rendant à la grève sa puissance et son effectivité : la suspension, l'arrêt de la machine économique.

Au blocage s'ajoutent des pratiques presque oubliées. Alors que le capitalisme nous démunit de toutes solidarités et organisations collectives, nous isole par une gestion de la crise toujours plus draconienne, la grève a été l'occasion de gestes communs. Il s'agit des assemblées interprofessionnelles pour partager (...) nos analyses de la situation et coordonner nos actions, des caisses de grèves pour s'entraider financièrement, des cantines de grévistes alimentées par des paysans en lutte, l'occupation de locaux vides pour doter la grève d'une Maison commune et imaginer conséquemment comment faire durer la grève.

Ce mouvement de grève est né de la contestation de la réforme des retraites et en annonce une série d'autres (réforme sur la Sécurité sociale, sur le chômage, etc.) qui feront de nos vies un plan d'austérité. Dans les manifestations, devant les piquets de grève, sur les actions de blocage, beaucoup se demandaient si nous laisserions la rationalité économique broyer toujours plus nos conditions d'existence.

Pourtant, rien de cela n'a pu empêcher la reprise du travail. D'un côté, les centrales syndicales ont refusé d'assumer le rapport de force en appelant à des journées d'action nationale très espacées. De l'autre, un sentiment d'épuisement a gagné les grévistes confrontés aux tentatives médiatiques, politiques et policières de remettre le pays en marche. Logiques tentatives quand ce qui éclate aux yeux de tous c'est l'évidence que les savoirs et les capacités réels d'arrêter l'économie sont aux mains des grévistes.

Les raffineries ont su donner le ton. Désormais, nous savons que le nerf de la guerre se situe à l'endroit des infrastructures logistiques et des flux économiques qui nourrissent le pays. À l'heure où la crise est utilisée pour nous rendre toujours plus productifs, une des forces de cette grève est d'éprouver collectivement que nos connaissances partagées nous donnent les possibilités de tout arrêter.

Ce que nous créons depuis deux semaines – les liens, les solidarités, les formes de luttes – ne sont pas à laisser à eux-mêmes sous prétexte d'un retour au travail. Puisqu'ils sont la matière de nos victoires à venir (...).

Ces deux dernières semaines nous ont inscrits dans un processus qui ne cesse pas aux premiers signes d'essoufflement. Si nous étendons et densifions ce qui est né depuis le

début de cette grève, nous n'aurons pas à attendre la prochaine réforme pour tout recommencer. Au contraire, nous pouvons être en mesure de décider de nos propres rythmes, de choisir quand et comment continuer l'offensive (...).

1/ Il nous faudrait enquêter pour établir une cartographie des flux, secteurs et entreprises clés de l'économie rennaise. Ces connaissances techniques nous donneraient les moyens de la bloquer effectivement. Cette dynamique pourrait être reprise dans chaque ville et nous permettre de coordonner des actions entre plusieurs villes.

2/ Ne pas arrêter veut dire rendre effectives les pratiques de solidarités directes qui ont commencé à se mettre en place. Pérenniser les caisses de grève, l'approvisionnement pour les cantines de grévistes et réfléchir aux autres structures dont nous aurions besoin pour faire durer la grève.

Ce processus n'est possible que si nous nous attachons à multiplier les complicités entre personnes de divers secteurs et si nous recherchons ensemble comment peuvent faire grève ceux qui n'en ont pas la possibilité directe (...).

3/ La Maison de la Grève est un outil pour se doter d'un imaginaire commun. Nous entendons par là des moments de débats, de films, de séminaires pour échanger sur ce que nous voulons, pour inventer d'autres horizons et d'autres manières de vivre plus désirables (...).

L'assemblée interprofessionnelle de Rennes

agi-rennes@riseup.net
Maison de la Grève
Rue de la Barbotière • Rennes
07.86.14.88.22

[extraits]